

## LE PROFESSEUR YAHIA ZOUBIR DÉCRYPTE LA SITUATION EN LIBYE

## «Le potentiel pour une guerre civile existe»

**En proclamant l'autonomie de la Cyrénaïque, les chefs des régions de l'est de la Libye ont provoqué un brusque changement de la donne politique dans ce pays. Cette initiative met à mal un Conseil national de transition déjà en manque de légitimité. Le retour à un système fédéral — tel qu'il existait avant 1963 — n'est actuellement pas possible du fait de l'absence d'un Etat libyen doté d'institutions représentatives et légitimes. L'instauration de cet Etat passe avant tout par un démantèlement total des milices et l'acceptation d'un consensus politique entre les tribus du pays. A terme, si les représentants de la Cyrénaïque, du CNT et des autres tribus ne parviennent pas à un compromis, une guerre civile ne sera pas à écarter en Libye. Selon Yahia Zoubir, professeur de relations internationales et directeur de recherche en géopolitique à Euromed Management Marseille, les éléments pour l'éclatement d'un conflit interne existent. Libye, Nord-Mali, Algérie, Sahel... Yahia Zoubir décrypte les enjeux qui se profilent dans une région sous haute tension.**

## Entretien réalisé par Tarek Hafid

**Le Soir d'Algérie :** Les chefs de tribus de l'est de la Libye ont proclamé, de façon unilatérale, l'autonomie de la Cyrénaïque. Est-ce le début de l'éclatement de la Libye ?

**P' Yahia Zoubir :** Je ne pense pas que ce soit un début d'éclatement. La situation est encore très floue, car il est certain que le Conseil national de transition (CNT) ne contrôle rien. Mais à mon avis, cette déclaration est imprévue. Ce n'était pas du tout le moment de déclarer l'autonomie de la Cyrénaïque. Peut-être que les tribus de l'est ont agi de la sorte pour lancer un avertissement au CNT ? Ces tribus estiment, aujourd'hui encore, que leur région est lésée. Il ne faut pas oublier que la Libye a été, jusqu'en 1963, un Etat fédéral qui était composé de trois grandes entités : la Cyrénaïque, la Tripolitaine et le Fezzan. Si effectivement nous étions dans un contexte avec un Etat libyen doté d'institutions, un système fédéral ne serait pas nécessairement mauvais.

**Justement, Mustapha Abdeldjalil a menacé d'intervenir par tous les moyens pour instaurer l'autorité de l'Etat. En a-t-il les moyens ?**

Je ne pense pas. Le CNT est faible. Je pense qu'il compte sur un soutien interne, peut-être des tribus de la Tripolitaine, pour pouvoir contrecarrer les visées des représentants de la Cyrénaïque. Sincèrement, je ne suis pas étonné que cette initiative soit menée par un cousin du roi Idriss Al-Senoussi. La Cyrénaïque a toujours été très particulière, car c'est un fief conservateur. La confrérie des Senoussi est très conservatrice et il y a toujours un fort sentiment de vengeance envers la Tripolitaine. Dès l'arrivée de Mouammar Kadhafi en 1969, cette région s'est considérée lésée sur tous les plans. La déclaration d'autonomie reflète également le manque de légitimité du CNT. Les milices continuent de jouer un rôle majeur.

**Finalement, le «génie» de Mouammar Kadhafi a été de mettre en place des mécanismes pour fédérer les trois grandes régions ?**

Bien entendu, mais je n'appellerai pas cela du génie. Kadhafi était issu d'une tribu minoritaire sur le plan du nombre. Il a joué un rôle de médiation entre les autres tribus. C'est ce mécanisme qui a disparu. Mais Kadhafi n'a pas mis en place les institutions nécessaires à la gestion d'un Etat fort. Actuellement, il n'y a plus d'Etat. Et le plus urgent consiste à trouver un consensus pour bâtir cet Etat. Ce n'est que par la suite que l'on pourra parler de fédéralisme ou de semi-fédéralisme. Actuellement, le CNT réagit comme s'il était face à une sécession. Mais le fédéralisme n'est pas une sécession.

Mais dans le cas actuel, en l'absence d'Etat et d'institutions, cela peut être perçu comme une sécession... Effectivement. Et c'est pour cela que je dis qu'il est trop tôt pour envisager une telle perspective. Elle causerait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Actuellement, la construction de l'Etat est bloquée par les milices car la force militaire est entre leurs mains. Il faut avant tout désarmer les milices et intégrer leurs membres dans une armée nationale.

**Il s'avère que la Cyrénaïque dispose des plus importantes réserves énergétiques du pays. Ce potentiel pourrait-il être utilisé par ses représentants pour obtenir le soutien de la communauté internationale ?**

C'est effectivement un grand avantage. On entend parler de plus en plus d'un plan élaboré par des puissances étrangères pour une sorte de partition de la Libye. C'est-à-dire que la Tripolitaine serait restée sous l'influence de «l'Est», donc de la Chine et de la Russie. Et la Cyrénaïque serait plutôt favorable aux Occidentaux. C'est pour cela que le CNT soupçonne le Qatar d'être derrière cette initiative. Les Qataris agiraient donc comme des sous-traitants pour l'Occident.

**Si la situation ne change pas, un scénario à la yougoslave est-il possible ?**

C'est possible. La manière dont s'est déroulée cette soi-disant révolution, avec l'intervention étrangère, a créé des inimitiés entre les tribus. Les warfala sont divisés, les toubous et les zouwaya sont en conflit... donc le potentiel pour une guerre civile existe. Tout dépendra de la



Yahia Zoubir.

Photo : Samir Sid

capacité du CNT à imposer sa légitimité. Car n'oublions pas que ce n'est qu'une instance de transition.

**La dégradation des relations entre toutes ces parties pourrait-elle se répercuter sur la région ?**

Les répercussions sur la région sont difficiles à prévoir. A court terme, cela pourrait provoquer des flux migratoires et augmenter le trafic d'armes. Cela causerait un grand problème de représentativité avec les pays voisins de la Libye en cas de guerre civile. C'est le cas notamment pour l'Algérie qui est en voie de signer des accords avec ce pays. La situation est potentiellement dangereuse.

**La gestion du dossier libyen a-t-elle échappé aux Occidentaux ?**

Je pense que oui, malgré le retour des compagnies pétrolières. De ce point de vue-là, ce n'est pas un gros souci. Sous Kadhafi, les Européens avaient signé des accords avec la Libye pour contrôler les flux migratoires. Les Européens seraient confrontés à une problématique sévère si l'Etat libyen ne se constitue pas.

**Si l'on devait faire une projection sur les dix prochaines années, pensez-vous que le Sahel aura toujours la même configuration ? Va-t-on vers un morcellement des Etats ? C'est le cas actuellement au Soudan, et les conditions semblent réunies en Libye et au Mali...**

La fragilité des pays de la région est incontestable. La présence des groupes terroristes, d'Al Qaïda au Maghreb islamique principale-

ment, peut avoir des effets déstabilisateurs internes. Par ailleurs, nous assistons à une immixtion des pays occidentaux. Ces derniers estiment que si les Etats de la région ne peuvent pas assurer la sécurité, cela devient une menace pour eux et qu'ils sont dans l'obligation d'intervenir. Il est concevable qu'il y ait une plus grande intervention étrangère. L'Europe et les Etats-Unis sont très concernés par ce qui se passe dans le Sahel. Pour ce qui est du Mali, je pense que les Américains avaient confiance en les capacités de l'Algérie à contrôler la situation. Mais nous sommes actuellement face à l'échec des négociations engagées entre Bamako et les représentants de la rébellion touareg. Mais s'ils estiment que les pays du champ ne parviennent pas à imposer leur contrôle, les Etats-Unis ne se suffiront pas d'une simple coopération. Ils pourraient intervenir directement.

**Dans le cas du Mali, pensez-vous que les Occidentaux sont pour l'instauration d'un «Etat touareg». La volonté des uns et des autres est très floue actuellement ?**

Franchement, je ne pense pas qu'une partition du Mali soit favorisée par les pays occidentaux, la France en particulier. Mais si la rébellion continue, la donne pourrait changer. On tend à oublier que cette rébellion dispose de la logistique militaire libyenne. Ce sont les troupes touaregs qui avaient combattu aux côtés de Mouammar Kadhafi qui sont revenues au Nord-Mali. Mais une partition du Mali n'est pas concevable actuellement, ni par les Occidentaux ni même par les pays voisins. Un pays comme l'Algérie n'est pas du tout intéressé par une telle partition. Cela remettrait en cause toute la notion d'intangibilité des frontières.

**Dans le cas du conflit au Nord-Mali, il semble que l'Algérie soit partagée entre le fait de préserver le pouvoir central malien et le soutien aux Touaregs qui sont seuls à lutter contre les terroristes d'Aqmi dans ce pays. C'est une position très complexe...**

C'est pour cela que l'Algérie souhaite continuer à jouer le rôle de médiateur. Alger doit participer à trouver une solution intermédiaire. La question est la suivante : va-t-on réussir à offrir aux Touaregs autre chose que des promesses de développement et d'intégration au sein des forces armées ? Aujourd'hui, il y a un manque total de confiance entre les Touaregs et le pouvoir central. Ce dernier, durant des années, a totalement négligé la région du Nord. Les Touaregs ont des arguments conséquents. Peut-être vont-ils revoir leurs demandes et aller vers une forme d'autonomie dans le cadre de l'Etat malien. Les Algériens pourraient accepter cette option d'autonomie. Bien entendu, celle-ci n'aura absolument rien à voir avec celle que tente d'imposer le Maroc au Sahara occidental. Actuellement, le pouvoir central de Bamako est fragilisé à cause des problèmes de corruption, de terrorisme, de trafic de drogue et de manque de transparence. La situation est donc très complexe.

T. H.

## TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE

## Tout sur le déploiement du nouveau réseau national

**Après la mise en service de sept stations d'émission de TNT, depuis juillet 2010, le plan de déploiement du nouveau réseau national de télévision numérique connaîtra, pour sa deuxième phase, le lancement de neuf autres stations durant l'année 2012. Quatre stations d'émission, situées à Relizane, Mechria, Sétif et Souk Ahras, n'attendent plus que l'installation des systèmes rayonnants (antennes) pour être opérationnels.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Selon le directeur général de l'Etablissement public de la télédiffusion d'Algérie (TDA), Abdelmalek Houyou, la priorité a été donnée aux sites existants où les infrastructures sont disponibles et qui abritent les équipements de diffusion TV analo-

gique et Radio FM, pour le déploiement du nouveau réseau national de télévision numérique terrestre (TNT).

Ainsi, sur les sept stations d'émission mises en service depuis juillet 2010, en guise de première phase, la région centre a bénéficié de cinq stations à Alger (Bouzaréah, Bordj

El Bahri), Blida (Chrèa), Tipasa (Chenoua) et Béjaïa (Akkadou). Quant aux régions est et ouest, elles ont respectivement bénéficié de deux stations à Constantine (Kef Lakhel) et à Sidi Bel Abbès (Tessala).

Concernant la deuxième phase actuellement en cours, 9 stations d'émission et 100 stations de réémission seront mises en service au courant du troisième trimestre de l'année 2012, dans le cadre de l'extension de la couverture en TNT pour la partie nord du pays.

Selon toujours Abdelmalek Houyou, pour la partie nord-ouest,

trois émetteurs desserviront les wilayas de Relizane, Naâma et El Bayadh, dans la partie nord-est quatre émetteurs desserviront Sétif, Souk Ahras, Skikda et Jijel et enfin pour la partie centre, deux émetteurs seront installés à Alger et M'sila. «Nous avons également prévu d'installer 100 stations de réémission durant cette même période, pour la résorption des zones d'ombre et la priorité est donnée aux wilayas du sud du pays, à savoir Béchar, Adrar, Tindouf, Ghardaïa, Ouargla, Tamanrasset, Illizi et El Oued, qui seront desservies durant le deuxi-

me trimestre de l'année en cours», a-t-il précisé.

S'agissant de la troisième et dernière étape, qui consiste à la desserte quasi-totale de la population du nord et du sud du pays, le DG de la TDA a fait savoir qu'«un réseau de diffusion TNT, composé de 210 stations, assurera d'ici la fin 2013 la couverture de 85% de la population avant d'être porté à 95% fin 2014».

Pour les 5% restants, Abdelmalek Houyou expliquera que la couverture se fera par satellite, comme il est d'usage dans d'autres pays.

M. M.